

Nature de l'acte : 8.3

N° 2026 07 781

Mis en ligne le 07.07.2026

**ROUTE BARRÉE BRETELLE DE SORTIE DU ROND POINT DE L'EUROPE EN DIRECTION DE
L'AVENUE ALEXANDRE MARQUI DANS LE CADRE DE L'OUVERTURE DE CHAMBRE POUR TRAVAUX
FIBRE
DU 15 AU 16 JUILLET 2026 ENTRE 23H00 ET 06H00 POUR 4H00 DE TEMPS**

Le Maire de la Ville de Lourdes,

Vu les articles L2122-18, L2212-1, L2212-2, L2212-5, L2213-1 et L2213-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu les prescriptions du code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie signalisation temporaire, approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu l'arrêté municipal en date du 21 décembre 2009, modifié, réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de Lourdes,

Vu la demande de l'entreprise ORANGE sise 6 Place St Clément - 76100 ROUEN, relative à l'ouverture de chambre pour travaux fibre, avenue Alexandre Marqui, au niveau de la bretelle de sortie du rond point de l'Europe, du 15 au 16 juillet 2026 entre 23h00 et 06h00 pour une durée de 4h00.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre les mesures réglementant la circulation et/ou le stationnement des véhicules afin de permettre l'occupation ou l'exécution de travaux sur la voie publique, de prévenir les accidents et de garantir la sécurité des usagers

ARRÊTE

Article 1 - Autorisation.

Du 15 au 16 juillet 2026 entre 23h00 et 06h00 pour une durée de 4h00, l'entreprise ORANGE est autorisée à occuper le domaine public avenue Alexandre Marqui au niveau de la bretelle de sortie du rond point de l'Europe dans le cadre de travaux fibre, ouverture de chambre.

Article 2 - Stationnement

Durant la période visée à l'article 1, le stationnement est interdit avenue Alexandre Marqui au niveau de la bretelle de sortie du rond point de l'Europe, excepté pour les véhicules affectés au chantier.

Article 3 - Circulation

Durant la période visée à l'article 1, la route est barrée avenue Alexandre Marqui au niveau de la bretelle de sortie du rond point de l'Europe, en fonction des besoins du chantier.
La vitesse est réduite à 30 km/h aux abords des emprises du chantier.

Prévoir une pré-signalisation indiquant la fermeture de la bretelle sur le giratoire.

Les véhicules voulant se rendre en direction de l'avenue Alexandre Marqui, sont déviés par le boulevard du Centenaire, l'avenue Eugène Duviau puis la rue des Chalets.

Article 4 - Affichage de l'arrêté.

Cet arrêté ne prend effet que s'il est publié électroniquement sur le site de la ville conformément à la réglementation en vigueur.

Il doit être affiché par le bénéficiaire :

- soit aux extrémités de l'emprise concernée par cette réglementation ;
- soit à l'endroit précisé par cette réglementation.

Cet affichage ne doit pas occulter les panneaux de signalisation mis en place en exécution du présent arrêté.

Article 5 - Signalisation, balisage.

La signalisation et le balisage nécessaires à l'application des dispositions stipulées sont mis en œuvre par le bénéficiaire à ses frais et sous sa responsabilité.

Ils devront être conformes aux dispositions prévues par :

- l'instruction interministérielle citée ci-dessus ;
- la Police Municipale ou la Police Nationale ;
- les services techniques municipaux.

La signalisation interdisant le stationnement sera disposée sur le domaine public au moins 48 heures avant la prise d'effet de cette dernière.

Au vu des travaux de nuit le permissionnaire devra mettre en place une signalisation lumineuse conforme aux dispositions du manuel de chef de chantier volume 3.

Dans le cas où la circulation des piétons ne serait pas maintenue au droit des emprises, le bénéficiaire devra dévier leur circulation vers un passage piétons menant au trottoir opposé, ou aménager un passage sécurisé à l'aide de barrières ou cônes de signalisation d'une largeur minimale d'1,20 mètres, maintenant tous les accès aux riverains et commerces.

Article 6 - Enlèvement des véhicules

Afin de permettre le bon déroulement des travaux, tout véhicule contrevenant aux dispositions de l'article 2 du présent arrêté sera considéré comme gênant au regard de l'article R.417-10 II 10° du code de la route (stationnement gênant sur une voie publique spécialement désignée par arrêté de l'autorité investie du pouvoir de police municipale et mis en fourrière selon les dispositions de l'article R.417-10 V de ce même code).

Article 7 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

D'autre part, Le bénéficiaire de l'arrêté doit conserver l'accès des riverains.

Article 8 - Exceptions

Les dispositions de cet arrêté ne sont pas applicables aux :

- véhicules de secours et de lutte contre l'incendie,
- véhicules de police,
- véhicules de ramassage des ordures ménagères,
- véhicules des services municipaux.

lorsqu'ils sont en service.

Article 9 - Constatation des contraventions

Toute contravention aux dispositions de ce présent arrêté sera constatée par les agents ou fonctionnaires assermentés et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 10 - Recours

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification à l'intéressé ou à compter de sa date de publication électronique.

Article 11 - Application de l'arrêté.

Madame la Directrice Générale des Services et Madame la Cheffe de la Police Municipale, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lourdes, le 03 juillet 2026

Pour Le Maire,
L'adjoint délégué



Jean-Michel LABADY

Notifié le
 Par courrier recommandé envoyé le
 Par remise en main propre
 Par mail envoyé le 06.07.2026
Je soussigné(e).....
Signature :

Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le
Tribunal Administratif de PAU
Cours Lyautey - 64000 PAU
dans un délai de deux mois.